

Finances & Développement est publié chaque trimestre en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe par le Fonds monétaire international.

Édition française ISSN 0430-473x

Laura Wallace

RÉDACTRICE EN CHEF

Asimina Caminis

RÉDACTRICE PRINCIPALE

Jeremy Clift

Elisa Diehl

Christine Ebrahim-zadeh

Natalie Hairfield

RÉDACTEURS

Luisa Menjivar

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Lai Oy Louie

GRAPHISTE

Lijun Li

Kelley E. McCollum

ASSISTANTES DE RÉDACTION

Avec la collaboration de

KENNETH S. ROGOFF

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Peter Allum

Francesco Caramazza

Adrienne Cheasty

David T. Coe

Paula De Masi

Andrew Feltenstein

Paul Hilbers

Ashoka Mody

Piroska M. Nagy

Mark Plant

Thomas Richardson

Jerald Schiff

Garry J. Schinasi

ÉDITION FRANÇAISE

Division française

Services linguistiques

MARC SERVAIS

Traduction

V. TRAN & V. ANDRIANIFAHANANA

Correction & PAO

Mise sous presse par United Lithographers, Inc., Ashburn, Virginia (U.S.A.)

Abonnement et publicités :

IMF Publication Services

700 Nineteenth Street, NW

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-7430

Fax : (202) 623-7201

E-mail : publications@imf.org

© 2003 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire les articles,

prêt de s'adresser à la rédaction :

Editor-in-Chief, *Finance & Development*

International Monetary Fund

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-8300

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fanddletters@imf.org

Site Web : <http://www.imf.org/fandd>

L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.



Lettre de la rédaction

PENDANT UNE BONNE partie de la période de l'après-guerre, les pouvoirs publics ont dû combattre l'inflation dans le monde entier, surtout dans les années 70 et au début des années 80, lorsque les taux d'inflation annuels ont dépassé la barre des 10 % dans plusieurs pays industrialisés. Mais, ces dernières années, le mot déflation (baisse des prix) revient de plus en plus souvent dans les milieux économiques, et non pas uniquement en référence à l'atonie de la croissance au Japon depuis le milieu des années 90. En mai 2003, la Banque centrale européenne a déclaré qu'elle souhaitait «aménager une marge de sécurité suffisante pour se prémunir contre les risques de déflation» dans la zone euro, notamment en Allemagne. Et, aux États-Unis, le Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve a mis en garde contre le danger d'une «fâcheuse baisse substantielle de l'inflation» — remarque qui, selon la presse, signifie la crainte d'une déflation, et non seulement d'une désinflation (ralentissement de la hausse des prix). Pour aider à démystifier le sujet, nous examinons en détail dans ce numéro la déflation et l'inflation — y compris l'hyperinflation (inflation mensuelle de plus de 50 %), qui pourrait réapparaître dans des pays en développement dont les dépenses sont excessives, l'endettement élevé et les institutions déficientes. Dans une nouvelle rubrique, *Gros plan*, nous proposons un instantané de l'économie japonaise en stagnation. Dans *L'abc de l'économie*, nous examinons le ciblage de l'inflation, une stratégie de plus en plus répandue qui est fondée sur une cible d'inflation.

La déflation va généralement de pair avec la récession — la dernière chose dont l'économie mondiale a besoin après un an et demi du redressement peu spectaculaire et seulement partiel qui a suivi la quasi-récession mondiale de 2001. Rien ne contribuerait plus à la lutte contre la pauvreté qu'une véritable reprise de l'économie mondiale et une croissance durable. Pour ce faire, il ne suffit pas d'éviter la déflation, ni d'assurer une demande globale adéquate. Il faut aussi mettre en place de bonnes politiques structurelles — y compris des institutions solides. Le rôle des institutions dans la croissance à long terme reste matière à discussion. Dans «Institutions et Développement», nous invitons Daron Acemoglu, Dani Rodrik et Jeffrey Sachs, ainsi que les services du FMI et de la Banque mondiale, à confronter leurs vues sur le sujet.

* * * * *

Dans *Paroles d'économistes*, nous demandons à Allan Meltzer ce qu'il pense des changements apportés aux institutions financières internationales, en particulier au FMI, trois ans après la publication du rapport controversé d'une commission du Congrès américain qui portait son nom. Dans *Entre nous*, Kenneth Rogoff, Conseiller économique du FMI et Directeur de son Département des études, affirme que les objectifs de développement pour le Millénaire établis par les Nations Unies sont utiles, mais ne constituent pas un cadre de référence global pour la croissance à long terme, parce qu'ils n'incorporent pas la notion de choix ni de priorités et sont très difficiles à mesurer. Jeromin Zettelmeyer, du FMI, revient sur le débat statistique concernant la mesure de la pauvreté dans une critique du récent livre de Surjit Bhalla, *Imagine There's No Country*. Il cherche à rapprocher les vues divergentes de Bhalla et de la Banque mondiale concernant le rythme de baisse de la pauvreté et l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle mondiale.

Laura Wallace
Rédactrice en chef

La rédaction de *Finances & Développement* accepte volontiers les commentaires des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 250 mots et nous nous réservons le droit de les modifier pour des raisons d'espace ou de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer par courrier électronique à fanddletters@imf.org.